



Document
d'orientation

Les gouvernements locaux et régionaux face à la montée de la méfiance, de la polarisation et des extrémismes

Contributions de la Journée internationale de la démocratie 2023

 22e Conférence
OIDP



Décembre 2023

Edition :

- **CGLU : Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP)** Adrià Duarte Griñó, Inés Hermoso de Mendoza Ayuso, Viviana Herrera Silva & Elisa Vachon

Avec le soutien de la ville de Rio de Janeiro

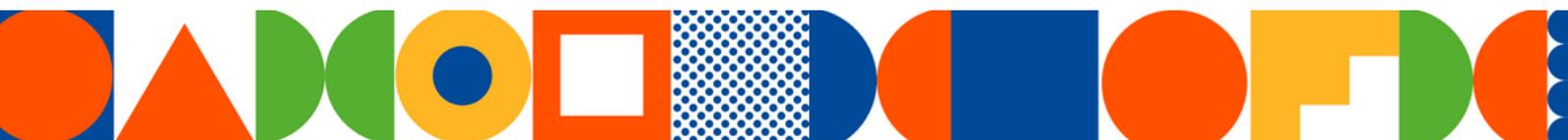
Cette publication a été réalisée et coordonnée par le Secrétariat Technique de l’OIDP et financée par :



Secrétariat Technique de l’OIDP

c/Avinyó 15

08002 Barcelone, Espagne



 À propos de l'OIDP

L'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP) est un réseau international ouvert à toutes les villes, organisations et centres de recherche animés par l'apprentissage, l'échange et la mise en œuvre d'expériences de démocratie participative au niveau local. Il a été fondé en 2001 dans le cadre du programme URB-AL de la Commission européenne pour la coopération décentralisée et sa constitution officielle a eu lieu en novembre 2001 à Barcelone, lors de la première conférence de l'OIDP. Depuis 2006, il fait partie de l'organisation internationale Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

 À propos de CGLU

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) est une organisation internationale regroupant des villes, des collectivités locales et des associations municipales du monde entier, qui a pour mission de représenter et de défendre les intérêts des gouvernements locaux sur la scène internationale.



 Résumé..... 5

 Méthodologie.....5

 La nécessité de relever les défis mondiaux de la démocratie
à partir de la base.....7

 Les GLR, défenseurs de première ligne des droits des citoyens et des principes
démocratiques 9

 Contributions..... 10

 Un dialogue ouvert 14

 Recommandations politiques et conclusions 16

 Ressources..... 19



A l'occasion de la **Journée internationale de la démocratie 2023**, le 15 septembre, l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP), avec le soutien de **Cités et Gouvernements Locaux Unis** et de la **Ville de Rio de Janeiro**, a organisé le **webinaire « Les gouvernements locaux et régionaux face à la montée de la méfiance, de la polarisation et de l'extrémisme »**. Cette session virtuelle a réuni cinq dirigeant.e.s et expert.e.s locaux.ales et régionaux.ales pour explorer leurs expériences municipales dans le contexte actuel difficile pour la démocratie, mais surtout pour mettre en lumière les solutions possibles de la part des gouvernements locaux et régionaux pour inverser cette crise, le tout avec une perspective internationale.

Ce webinaire faisait partie des activités préparatoires à la **22ème Conférence de l'OIDP qui s'est tenue à Rio de Janeiro du 6 au 8 novembre** sur le thème « Démocratie participative pour des villes diversifiées, inclusives et transparentes ». En outre, ce webinaire, qui a exploré **l'ODD 16 « Paix, justice et institutions fortes »**, a eu lieu dans la perspective du **Sommet 2023 sur les ODD**, dans le but de fournir une orientation politique de haut niveau pour une action transformatrice et accélérée afin de progresser vers l'Agenda 2030.

L'objectif du webinaire était de **présenter un diagnostic des défis auxquels la démocratie est confrontée**, en particulier en ce qui concerne les menaces posées par la montée de l'extrémisme, la perte d'un débat public serein et sérieux et le ciblage des médias et des grandes plateformes de médias sociaux.

 **Méthodologie**

Pour établir ce diagnostic et, surtout, pour formuler des recommandations sur la manière de surmonter cette situation, **plusieurs dirigeant.e.s et expert.e.s locaux.ales et régionaux.ales ont participé en partageant leurs réflexions et leurs expériences**. Il y a également eu un exercice participatif à travers l'outil en ligne *Mentimeter* où les participant.e.s ont été encouragé.e.s à partager des idées clés sur les défis auxquels la démocratie est confrontée.

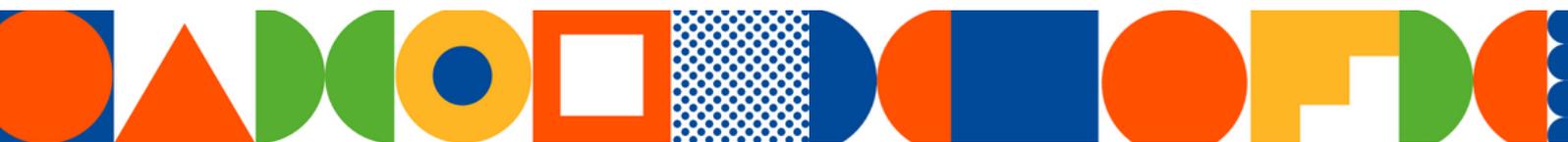
Grâce à cette session d'échange virtuel et à ce document d'orientation, l'OIDP vise à **inspirer les collectivités locales et régionales et à leur donner les moyens de relever activement les défis auxquels sont confrontées les démocraties dans différents contextes**, mais aussi, bien sûr, la situation dans les pays non démocratiques. Les orateur.rice.s de la session étaient

- **Jose Manuel Ribeiro**, maire of Valongo.
- **Mohamed Wajdi Aydi**, ancien maire adjoint de Sfax, expert en gouvernance locale et coordinateur de l'Association Afrique Intelligence.



- **Nils Munthe**, chargé de mission - Association suédoise des autorités locales et des régions SALAR.
- **Ana Maria Vargas**, directrice de recherche au Centre international suédois pour la démocratie locale (ICLD).
- **Patrícia Marques dos Santos**, coordinatrice du « Gouvernement Ouvert » pour la ville de São Paulo.

Cette note d'orientation analyse et compile de manière exhaustive les expériences et les connaissances partagées par ces dirigeants locaux et régionaux. L'enregistrement audiovisuel de la session est disponible sur la [chaîne YouTube de l'OIDP](#) (vidéo disponible avec les contributions dans la langue originale sans interprétation).



La nécessité de relever les défis mondiaux de la démocratie à partir de la base

En 2007, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé d'instituer le 15 septembre comme Journée internationale de la démocratie - **pour promouvoir et défendre les principes de la démocratie** - et a invité tous les États membres et les organisations à commémorer cette journée d'une manière appropriée qui contribue à sensibiliser le public.

L'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP) a organisé cette session à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie 2023 afin d'explorer les expériences locales et régionales dans le contexte de la crise mondiale actuelle de la démocratie, de la confiance, du débat public et de l'information qui affecte tous les niveaux de gouvernement, mais surtout de **mettre en lumière les solutions possibles pour inverser cette crise de la part des gouvernements locaux et régionaux dans une perspective internationale.**

La démocratie est confrontée à plusieurs menaces au niveau mondial, ce qui nuit à sa stabilité et à son efficacité. Ces défis vont des problèmes internes inhérents aux systèmes démocratiques aux menaces externes qui ont un impact sur leur fonctionnalité et leur intégrité.

Une menace importante découle de l'érosion des normes et des valeurs démocratiques au sein des sociétés. Les mouvements et les leaders populistes exploitent souvent les griefs socio-économiques et la polarisation pour saper les institutions démocratiques. Ils peuvent remettre en cause la légitimité des médias, du système judiciaire ou des processus électoraux, érodant ainsi la confiance des citoyen.nes dans ces piliers essentiels de la démocratie.

En outre, **la montée de l'autoritarisme constitue une menace importante pour la gouvernance démocratique.** Les pays avec un régime autocratique ont de plus en plus recours à des tactiques sophistiquées pour restreindre les libertés, supprimer la dissidence et limiter l'engagement civique. Cette tendance menace la diffusion et la consolidation des valeurs démocratiques.

Les progrès technologiques présentent à la fois des opportunités et des difficultés pour la démocratie. Si **la technologie a été utilisée comme un outil pour renforcer la participation civique et l'accès à l'information, cette utilisation soulève également des inquiétudes concernant la confidentialité des données, la désinformation et la manipulation de l'opinion publique.** Les plateformes de médias sociaux, par exemple, peuvent être manipulées pour diffuser de fausses informations, polariser les sociétés et saper le discours démocratique.

Une autre difficulté majeure est **le déclin mondial de l'engagement et de la participation civique.** De nombreuses démocraties sont confrontées à une faible participation électorale, à une diminution de la confiance dans les institutions politiques et à un manque d'engagement de la part des jeunes générations. Cette apathie affaiblit le processus démocratique et réduit la représentation des différentes voix au sein des structures de gouvernance.

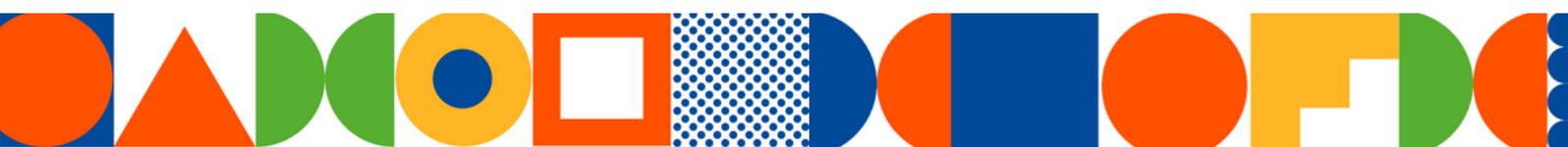


En outre, **les inégalités économiques et les disparités sociales mettent également en péril la démocratie**. Lorsqu'un petit segment de la société détient une quantité disproportionnée de richesses et de pouvoir, il peut influencer les politiques en sa faveur, sapant ainsi les principes d'égalité et d'équité. De telles disparités peuvent alimenter les troubles sociaux et diminuer la confiance dans les institutions démocratiques pour traiter ces questions de manière efficace.

L'interconnexion mondiale des économies et de la sécurité peut accentuer les menaces qui pèsent sur la démocratie. Les menaces transnationales telles que le terrorisme, le changement climatique et les crises économiques exigent des efforts de collaboration entre les nations. Toutefois, les divergences d'intérêts et de priorités entre les pays peuvent entraver une coopération mondiale efficace, ce qui a un impact sur la capacité des systèmes démocratiques à s'attaquer collectivement à ces questions urgentes.

Enfin, **la fragilité des transitions démocratiques dans les démocraties émergentes est un défi constant**. Ces nations sont souvent confrontées à des obstacles dans la mise en place d'institutions démocratiques solides, dans la lutte contre la corruption et dans la garantie de l'État de droit. Les influences extérieures et les conflits internes peuvent déstabiliser ces démocraties naissantes et les empêcher de progresser vers une gouvernance stable et efficace.

Les défis posés à la démocratie sont multiples. Les collectivités locales et régionales jouent un rôle crucial dans la sauvegarde de la démocratie et la lutte contre les menaces qui pèsent sur les valeurs démocratiques. Cette mission exige un effort concerté de la part des gouvernements et des citoyen.ne.s pour y faire face. **La protection des valeurs démocratiques, le renforcement des institutions, la promotion de l'engagement civique et l'adaptation aux avancées technologiques** sont des étapes cruciales pour assurer la résilience et la longévité des systèmes démocratiques dans le monde.



Les GLR, défenseurs de première ligne des droits des citoyen.ne.s et des principes démocratiques

Les collectivités locales et régionales jouent un rôle essentiel pour relever les défis auxquels la démocratie est confrontée. Leur proximité avec les communautés transformatrices les place en **première ligne pour défendre les droits civiques**, servant souvent de **laboratoires pour des solutions et des initiatives innovantes** susceptibles d'inverser les tendances négatives.

Il est essentiel de favoriser l'éducation et l'engagement civique au niveau local. Les gouvernements locaux peuvent mettre en œuvre des programmes dans les écoles, les centres communautaires et par le biais de plateformes en ligne pour éduquer les citoyen.ne.s aux principes démocratiques, à l'importance de la participation civique et au fonctionnement des institutions gouvernementales. Encourager l'implication active dans les processus décisionnels locaux permet de responsabiliser les citoyen.ne.s et de renforcer la culture démocratique.

Il faut renforcer la **promotion de la transparence et de la responsabilité au sein de la gouvernance locale.** La mise en œuvre d'initiatives en matière de données ouvertes, l'organisation de réunions publiques régulières et la mise en place de mécanismes de rétroaction des citoyen.ne.s peuvent améliorer la transparence. Cette transparence favorise la confiance entre les citoyen.ne.s et les autorités locales, ce qui est crucial pour la légitimité des processus démocratiques.

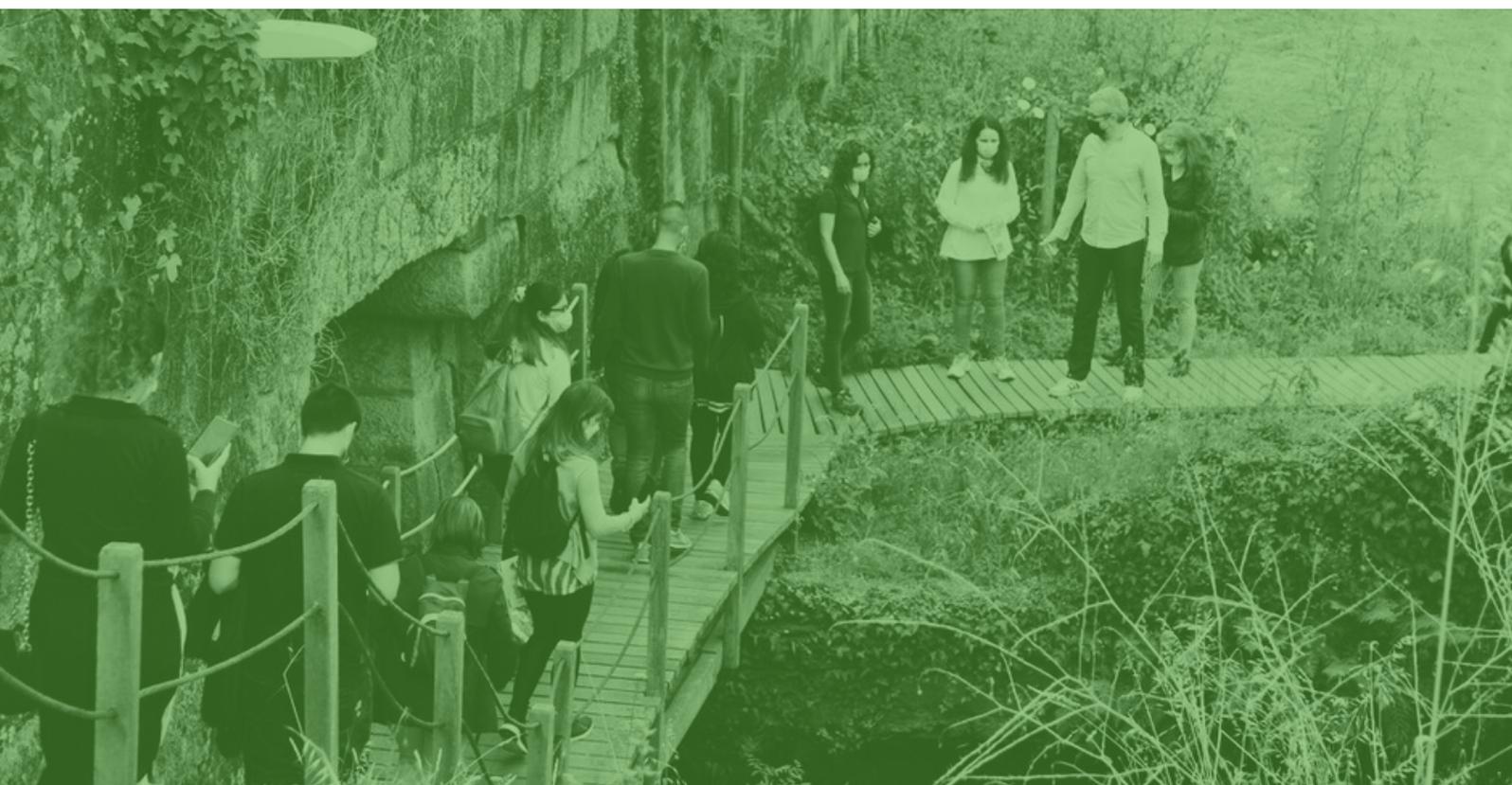
Investir dans la technologie pour l'engagement civique peut combler le fossé entre les gouvernements et les citoyen.ne.s. La création de plateformes conviviales pour le partage d'informations, les consultations publiques et les mécanismes de retour d'information permet d'élargir la participation et l'inclusion dans les processus décisionnels. L'utilisation efficace des médias sociaux et des outils numériques peut amplifier la voix des citoyen.ne.s et faciliter le dialogue.

Il est aussi essentiel de **favoriser une représentation inclusive et diversifiée au sein des gouvernements locaux.** Encourager la participation des groupes marginalisés, des femmes, des jeunes et des communautés minoritaires aux processus décisionnels permet de prendre en compte un large éventail de points de vue, ce qui conduit à une gouvernance plus représentative et plus équitable.

En outre, **les collectivités locales peuvent collaborer au niveau régional pour partager de meilleures pratiques, échanger des expériences et développer des initiatives conjointes pour renforcer les valeurs démocratiques.** Les réseaux régionaux de collectivités locales peuvent faciliter le transfert de connaissances et le soutien mutuel pour relever des défis communs, amplifiant ainsi l'impact des réformes démocratiques.



L'engagement des collectivités locales et régionales à défendre les principes démocratiques, à promouvoir l'engagement actif des citoyen.ne.s, à assurer la transparence et à favoriser une représentation inclusive sont des facteurs clés pour inverser les tendances qui remettent en cause la démocratie. Ces efforts contribuent de manière significative à la **construction de systèmes démocratiques résilients à partir de la base, créant ainsi une fondation plus solide pour un progrès démocratique plus large au niveau national et mondial.**



José Manuel Ribeiro, maire de Valongo, s'est exprimé lors de la réunion, soulignant les défis que représente le maintien de la démocratie au sein des nations démocratiques et comparant la crise actuelle à une infection plutôt qu'à un changement fondamental, citant l'émergence de régimes populistes à la suite de crises sociales et économiques dans l'UE. Il a souligné **les déséquilibres préjudiciables au sein des systèmes capitalistes, plaidant pour une analyse marxiste en dépit de ses opinions personnelles**, insistant sur l'érosion de la dignité humaine et l'exacerbation de la polarisation sociétale dans les questions d'identité.

Ribeiro a insisté sur l'importance unique de la démocratie locale, soulignant que les élections ne suffisent pas à garantir la démocratie, mais qu'elles exigent **le respect du pluralisme et la gestion non violente de la dissidence**. Il a proposé de **s'attaquer aux déséquilibres du système capitaliste, de combattre l'ignorance par l'éducation et d'investir dans des citoyen.ne.s capables de comprendre les valeurs transformatrices et l'adaptation humaine dans un monde en constante évolution**, en mettant en garde contre le risque de négliger le développement humain au milieu des avancées technologiques.

Ana Maria Vargas, directrice de recherche au Centre international suédois pour la démocratie locale (ICLD), a mis l'accent sur les préoccupations relatives à la régression démocratique mondiale, en citant la prévalence des régimes autocratiques et les images trompeuses véhiculées par les médias. Elle a souligné les politiques discriminatoires en Indonésie et a insisté sur l'inquiétude des citoyen.ne.s, exprimant leur préférence pour les dictatures dans les régions instables, en particulier celles qui sont confrontées à des coups d'État militaires.

Mme Vargas a souligné le rôle essentiel des gouvernements locaux, **plaidant pour des « villes des Droits Humains »** et reconnaissant les efforts pionniers de certain.e.s maires dans la défense de la démocratie, y compris les initiatives au Guatemala visant à l'inclusion des indigènes et à la participation des jeunes. Elle a souligné l'importance des réseaux de promotion de la démocratie locale et a affirmé le besoin indispensable de démocratie, en insistant sur le rôle influent des gouvernements locaux dans la mise en œuvre de changements démocratiques substantiels dans des délais limités.

Mohamed Wajdi Aydi, expert en gouvernance locale et ancien maire adjoint de Sfax, a discuté des complexités de la démocratie en Afrique, notamment en Tunisie, en soulignant ses racines occidentales. Il a reconnu le soulèvement de la Tunisie en faveur des fondements démocratiques, mais a souligné les défis tels que les régimes concurrentiels et la dissolution des conseils municipaux. Malgré les crises de pauvreté et de dictature, M. Aydi a souligné que **la démocratie était une lueur d'espoir** pour la liberté, bien qu'elle ne prenne pas toujours une forme tangible.



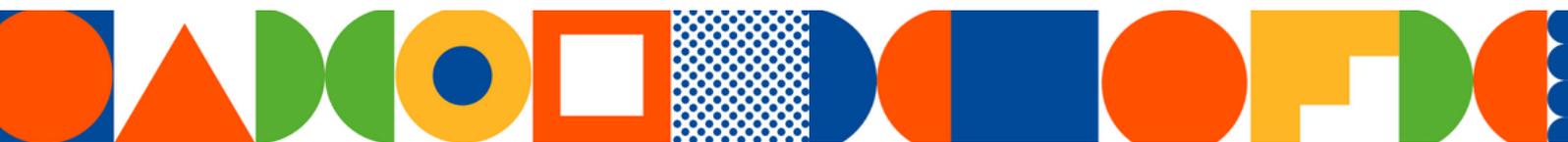
Wajdi Aydi a souligné **l'évolution du rôle de la société civile dans la construction de la démocratie**, malgré des défis tels que l'absence de parlements et de conseils véritablement élus. Il a insisté sur **l'importance des efforts collectifs, des réseaux de collaboration et de l'apprentissage partagé** pour renforcer les structures démocratiques en Afrique, mettant en exergue l'importance de l'unité et de l'apprentissage mutuel dans ces efforts.

Patrícia Marques dos Santos, coordinatrice du « Gouvernement Ouvert » de São Paulo, a mis en évidence la convergence de la numérisation et de la démocratie, en insistant sur les défis et les opportunités qu'elles présentent simultanément. Elle a mentionné **le rôle essentiel de la numérisation dans l'expansion des espaces démocratiques et l'importance de la transparence pour stimuler la participation**. Mme Santos a cité la promotion accrue par São Paulo des outils numériques pour les consultations publiques, qui **complètent plutôt qu'ils ne remplacent l'engagement en personne**, compte tenu de l'immensité de la ville.

Elle a insisté sur la nécessité de **rendre des comptes dans les processus participatifs afin de renforcer la confiance des citoyen.ne.s** et a détaillé des initiatives telles que les plateformes numériques, les télécentres et 59 conseils citoyens à São Paulo. En outre, elle a préconisé **d'aligner ces efforts sur l'Agenda 2030** pour l'élaboration des politiques publiques et a proposé la décentralisation pour renforcer la participation du public aux processus d'élaboration des politiques.

Nils Munthe, chargé de mission à SALAR, a souligné les efforts déployés pour promouvoir la démocratie participative dans les petites localités suédoises, malgré le classement élevé du pays en matière de démocratie fonctionnelle. Il a mis l'accent sur les préoccupations relatives à Internet, aux médias sociaux et au potentiel de manipulation de l'intelligence artificielle, soulignant **l'importance des outils numériques pour accélérer, et non entraver, les processus démocratiques**.

Munthe a souligné le déclin de la démocratie en Suède en raison de l'extrémisme politique et de la polarisation qui touchent à la fois les zones urbaines et rurales. Il a mis l'accent sur l'exclusion des populations rurales de l'engagement démocratique, discuté de l'impact du trafic de drogue sur la peur des citoyen.ne.s et mis en évidence **le rôle des pratiques participatives dans l'accélération du développement, en particulier dans les régions rurales**. Il a également insisté sur **l'implication des jeunes, citant des exemples de leur rôle de leader dans la facilitation du progrès**. Au niveau international, M. Munthe a souligné **l'importance des événements locaux** dans le renforcement de la démocratie participative et a encouragé la poursuite du soutien à l'engagement actif des jeunes dans les processus démocratiques.



La discussion entre les participant.e.s a mis en lumière divers défis et approches concernant la démocratie, la participation des citoyen.ne.s et les risques auxquels ils sont confrontés dans différents contextes mondiaux.

Ana Maria Vargas a souligné l'importance de ne pas considérer la démocratie comme acquise, reconnaissant les défis persistants en matière de confiance et d'engagement des citoyen.ne.s. **Mohamed Wajdi Aydi** a replacé la situation africaine dans son contexte, en établissant des comparaisons avec l'expérience de l'Amérique latine dans les années 1970, notant à la fois l'essor de la société civile et un recul de la démocratie en raison de la priorité accordée à la sécurité et à la stabilité, qui l'emportent sur les droits humains.

Patrícia Marques dos Santos a mis l'accent sur l'**importance de l'éducation civique pour inciter les individus à participer à la vie démocratique**, en soulignant la nécessité d'aborder les problèmes quotidiens tels que le chômage et la faim d'un point de vue municipal.

Nils Munthe s'est concentré sur l'importance de la démocratie aux niveaux local et régional, en insistant sur la multitude de possibilités d'amélioration. **Eduardo Merodio, président de l'IDEPA - Institut pour le développement de la démocratie participative** - a évoqué la méfiance et la désillusion des jeunes, en soulignant l'influence négative des grandes sociétés de communication qui promeuvent des discours de haine, ce qui génère une méfiance à l'égard de la démocratie et de la participation.

L'impact des « fake news » et leur effet sur la perception du public ont été discutés, **Ana María Vargas** mettant l'accent sur comment les médias peuvent influencer l'opinion publique même lorsque des données objectives contredisent les récits présentés.

Mohamed Wajdi Aydi a donné un aperçu du paysage politique tunisien, citant la prolifération des partis après 2010 et la nécessité d'éduquer les jeunes sur l'importance de la participation démocratique et des libertés individuelles et collectives.

En résumé, le dialogue a mis en lumière la nécessité de l'éducation civique, l'influence des médias et des entreprises sur la perception du public, et l'importance de la participation des citoyen.ne.s pour renforcer et sauvegarder la démocratie dans divers environnements mondiaux.



Recommandations politiques et conclusion

Les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle central dans la consolidation de la démocratie face aux défis mondiaux. Tout d'abord, il est essentiel de renforcer l'engagement civique par une communication transparente, une prise de décision participative et des modèles de gouvernance inclusifs. **Encourager le dialogue et la participation permet aux communautés d'exprimer leurs préoccupations et de contribuer à l'élaboration des politiques, ce qui renforce le sentiment d'appropriation des processus démocratiques.**

Deuxièmement, le renforcement de la résilience face aux menaces qui pèsent sur la démocratie passe par la promotion de l'éducation aux valeurs démocratiques et aux droits civiques au niveau local. **En donnant aux citoyen.ne.s les moyens d'acquérir des connaissances, on favorise la prise de décision éclairée et on se prémunit contre la désinformation ou la manipulation.**

En outre, **ces gouvernements peuvent mettre en place des mécanismes de responsabilité solides, garantissant la transparence dans l'allocation des ressources et la mise en œuvre des politiques.** La collaboration entre les régions facilite le partage des stratégies réussies, amplifiant ainsi la résistance collective à l'érosion démocratique.

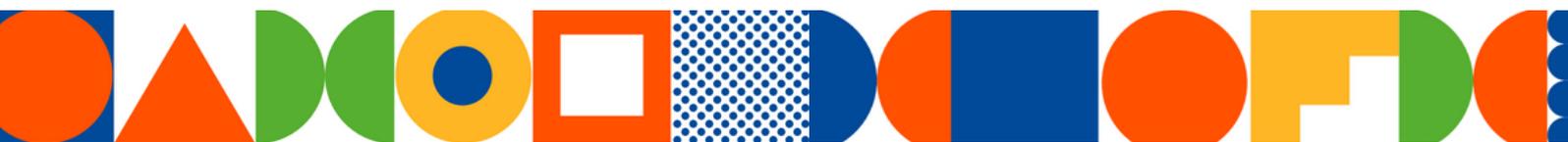
Enfin, **la promotion de la diversité et de l'équité au sein des structures de gouvernance reflète la richesse de la population**, améliorant la représentation et renforçant la légitimité démocratique. En donnant la priorité à ces actions, les gouvernements locaux et régionaux jouent un rôle central dans la sauvegarde et l'avancement des principes démocratiques face aux défis contemporains.

- **Promotion des valeurs démocratiques par l'éducation civique et la culture démocratique :** Les gouvernements locaux et régionaux devraient impliquer les citoyen.ne.s par le biais d'événements communautaires, de réunions publiques et de ressources accessibles, en soulignant l'importance d'une participation active à la gouvernance. En encourageant le dialogue, la tolérance et l'esprit critique, ces entités créent des plateformes pour des perspectives diverses, nourrissant ainsi une culture démocratique. En soutenant des initiatives qui mettent en avant les devoirs civiques, le respect des droits humains et l'État de droit, les collectivités locales et régionales permettent aux individus de devenir des membres informés, engagés et responsables de la société, renforçant ainsi le tissu démocratique au sein de leurs communautés.
- **Mise en œuvre des pratiques de démocratie délibérative et participative :** Les gouvernements locaux et régionaux peuvent mettre en œuvre la démocratie délibérative et participative en créant des plateformes telles que des assemblées de citoyen.ne.s, des forums et des outils en ligne pour une prise de décision inclusive. Encourageant une représentation et un engagement diversifiés, elles facilitent les discussions ouvertes, permettant aux citoyen.ne.s de contribuer directement à l'élaboration des politiques par leurs idées et leurs opinions. Ces gouvernements



privilégient la transparence dans la diffusion de l'information, garantissant ainsi l'accessibilité et la compréhension des processus de gouvernance.

- **Un gouvernement ouvert grâce à la transparence, aux données accessibles et à la co-création** : Les gouvernements locaux et régionaux peuvent mettre en œuvre un « Gouvernement Ouvert » en donnant la priorité à la transparence grâce à des initiatives d'information et de données ouvertes. Ils peuvent mettre en place des plateformes conviviales qui fournissent des ensembles de données et des budgets complets, permettant aux citoyen.ne.s de suivre les activités du gouvernement. En adoptant la co-création, ces entités font participer les communautés à l'élaboration des politiques et à la prestation des services, en encourageant la collaboration et le retour d'information. En encourageant une culture d'ouverture, de responsabilité et de communication proactive, ces gouvernements permettent aux citoyen.ne.s de participer activement, garantissant une gouvernance réactive qui reflète les besoins et les aspirations des personnes qu'ils servent.
- **Promotion de médias locaux de qualité, offrant un espace d'information et de débat mesuré (vérificateurs de faits dans les réseaux sociaux et les médias)** : Les collectivités locales et régionales peuvent promouvoir des médias locaux de qualité en soutenant le journalisme indépendant par des subventions, des formations et des partenariats. Elles peuvent créer des plateformes pour les vérificateurs de faits dans les réseaux sociaux et les médias, afin de garantir l'exactitude et la crédibilité des informations. En encourageant la diversité des points de vue et en fournissant les ressources nécessaires à l'intégrité journalistique, ces gouvernements favorisent un environnement où se développent des débats éclairés et des informations fiables. En investissant dans des programmes d'éducation aux médias et en facilitant la collaboration entre des sources crédibles et les voix de la communauté, ils garantissent un espace pour un discours mesuré et factuel, vital pour une société informée et engagée.
- **Promulgation de l'ODD 17 « Partenariats pour les objectifs »** : Alliance avec d'autres collectivités locales et régionales et des organisations de la société civile afin de promouvoir la démocratie : Les collectivités locales et régionales peuvent forger des alliances avec des organisations de la société civile et d'autres homologues régionaux pour soutenir la démocratie en établissant des plateformes de collaboration. Elles peuvent créer des initiatives conjointes, des forums et des réseaux pour échanger les meilleures pratiques, favoriser le soutien mutuel et le partage des connaissances. En s'engageant dans des dialogues et des partenariats, ces entités amplifient les voix des communautés, relèvent des défis communs et promeuvent collectivement les principes démocratiques. Les efforts de collaboration permettent de mettre en commun les ressources, l'expertise et les diverses perspectives, ce qui renforce l'engagement des citoyen.ne.s, la transparence et la responsabilité, consolidant ainsi les fondements de la démocratie au sein des régions et d'une région à l'autre.



Ressources

- UN Journée internationale de la démocratie <https://www.un.org/fr/observances/democracy-day>
- UCLG Pact for the Future of Humanity: https://uclg.org/wp-content/uploads/2023/02/uclgpactforthe_future.pdf
- UCLG Future Envisioning Exercise on Regaining Trust: <https://powerofwe.uclg.org/new/press-release-future-envisioning-exercise-regaining-trust/>
- Open Society Barometer: Can Democracy Deliver? (September 2023): <https://www.opensocietyfoundations.org/publications/open-society-barometer-can-democracy-deliver>
- The Global State of Democracy Initiative - International IDEA: <https://www.idea.int/gsod/gsod>

